



Déclaration liminaire de la FNEC FP-FO 02 au Comité Social d'Administration Départemental du 30 janvier 2024

Madame la Directrice Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CSAD,

Lors de son allocution télévisée du 16 janvier 2024, le Président Macron a reconnu ne pas avoir « radicalement changé les choses » contre le « déterminisme social ». Il a donc, pour essayer de faire mieux pour la suite de son quinquennat, nommé Madame Oudéa-Castera Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse, des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques et ce ne sont pas ses premières sorties médiatiques qui vont rassurer des personnels plus inquiets que jamais sur l'avenir de l'école publique.

Ironie ou pas, nous avons maintenant un point commun avec notre Ministre : nous fréquentons nous aussi une école privée...une école privée de moyens suffisants, privée de professeurs titulaires sous statut, privée d'AESH, privée de PsyEN, privée de médecins et d'infirmières scolaires, privée de remplaçants, privée de places dans les établissements spécialisés...

La priorité donnée à l'école annoncée par nos dirigeants n'est que poudre aux yeux et effet d'annonce pour s'accorder les faveurs de l'opinion publique. Au lieu d'inventer des dispositifs et mesures inefficaces (port de l'uniforme, pacte), la Ministre ne pourrait-elle pas simplement décider d'annuler les 650 suppressions de postes dans le 1er degré, afin de garantir des classes avec des effectifs convenables partout, et d'augmenter le nombre de remplaçants, de RASED, d'UPE2A, de places dans les structures spécialisées ?

Non, la logique comptable et économique est plus forte que tout. La FNEC FP-FO ne peut l'accepter et exige l'annulation de toutes les suppressions de postes, le recrutement de tous les postes statutaires nécessaires, la titularisation de tous les contractuels qui le souhaitent.

À la rentrée prochaine, dans notre académie, il y aura 80 postes de moins dont 25 pour notre département de l'Aisne. Vos propositions font état de 47 fermetures de classes pour seulement 8,5 ouvertures. Les périodes de tension du remplacement se multiplient de nouveau cette année. Où sont les créations de postes de remplaçants qui permettraient d'assurer chaque jour, à chaque classe axonaise, la présence d'un enseignant titulaire et formé ?

Nulle part. Pire, le ministère se tourne vers une start-up privée et son application ANDJARO pour essayer de palier les manques. L'Etat préfère payer un prestataire privé plutôt que de recruter des personnels qualifiés sous statut. Tout prend sens à la lecture du site internet d'ANDJARO avec ce slogan : «*La solution qui aide les organisations du public et du privé à mieux faire face aux situations de sous-effectif*».

Où sont les ouvertures postes en structures spécialisées pour pouvoir accueillir le nombre grandissant d'élèves ayant besoin d'une orientation ?

Nulle part aussi . Le gouvernant préfère continuer sa politique d'inclusion systématique sans moyen en fermant des postes en établissement spécialisé (-1 poste à l'IME de Liesse), mettant bien souvent en souffrance les élèves concernés, les autres élèves de la classe et les personnels (PE et AESH). Pourtant, selon l'aveu même de l'ex-ministre de l'Education nationale M. Attal, **23 000** places manquent dans les établissements sociaux et médico-sociaux pour affecter les élèves en situation de handicap qui bénéficient pourtant d'une notification MDPH pour y être scolarisés !

Jeudi 25 janvier 2024, plus de 5 000 manifestants de l'Education nationale, du secteur social et médico-social, des agents territoriaux et hospitaliers, des personnels de l'enseignement agricole, des parents d'élèves, venus de plus de 90 départements sont venus crier leur colère à Paris pour que cessent les économies sur le dos des élèves les plus fragiles et des personnels, pour que cesse la maltraitance !

Pour la FNEC FP-FO 02 le compte n'y est pas. Les conditions de travail des personnels vont encore se dégrader. Des classes seront encore trop chargées, des classes seront trop souvent laissées sans enseignant par manque de remplaçants, des élèves non orientés vers les structures spécialisées dont ils ont besoin, se retrouveront en souffrance, entraînant bien souvent la souffrance des AESH, des enseignants et des autres élèves, faute de places disponibles...

Le ministère prépare une rentrée 2024 catastrophique dans la logique de ce qui a été accompli ces dernières années. La FNEC FP-FO ne l'accepte pas et revendique :

- **Un recrutement immédiat et à hauteur des besoins de personnels sous statut dans les écoles, les établissements et les services pour ouvrir des classes partout où cela est nécessaire, pour arrêter les fermetures de classes.**
- **La création de postes de remplaçants pour que chaque enseignant absent soit remplacé ;**
- **Le retrait de l'Acte 2 de l'Ecole inclusive**
- **Les créations de postes spécialisés, de PsyEN, d'AESH, AED nécessaires à la prise en charge de tous les élèves en difficulté ou en situation de handicap, l'abandon des PIAL (et de la mise en place des PAS) et l'arrêt de la logique d'inclusion systématique et forcée sans moyen ;**
- **L'augmentation des décharges de direction pour toutes les écoles. Pas une école sans décharge hebdomadaire ;**
- **L'abandon des formations en constellations et des évaluations d'école ;**
- **Le recrutement immédiat de tous les candidats aux concours inscrits sur les listes complémentaires et le réabondement de celles-ci, la titularisation ou la stagiairisation de tous les contractuels qui le souhaitent.**
- **L'abandon de la réforme de la formation initiale des enseignants et le retour à une véritable formation pour les stagiaires ;**
- **L'augmentation immédiate des salaires par l'augmentation significative du point d'indice (au moins 10% tout de suite et le rattrapage des 28,6% perdus depuis 2000) et l'abandon du PACTE.**